

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 14

Présents : 10

Pouvoirs : 00

BUREAU DELIBERATIF SEANCE DU 14 OCTOBRE 2019 A 08H15

Délibération BT2019/10/14-01 – Modalités d'utilisation et d'affectation des véhicules de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est

Rapporteur : Claude CAPILLON, Président

DATE DE CONVOCATION : 8 octobre 2019

PRÉSIDENCE de Claude CAPILLON, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : Salle du 8^{ème} étage - Hôtel de Ville de Rosny-sous-Bois - 20, rue Claude Pernès - 93110 Rosny-sous-Bois.

PRÉSENTS : Mmes et MM. CAPILLON Claude, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DEMUYNCK Christian, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARTIN Pierre-Yves, SCHLEGEL Eric, TORO Ludovic.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. BAILLY Dominique, GENESTIER Jean-Michel, KLEIN Olivier, MARSIGNY Brigitte.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Pierre-Yves MARTIN.

LE BUREAU,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et suivants,

VU la délibération du Conseil de territoire CT2019/05/28-02 en date du 28 mai 2019, portant délégation d'attributions du Conseil de Territoire au Bureau pour fixer, dans la limite de la réglementation en vigueur, les modalités d'octroi des avantages en nature auxquels les fonctionnaires et agents territoriaux peuvent prétendre à raison de leurs fonctions ou des sujétions de toute nature auxquels ils sont soumis,

VU la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée, et notamment son article 21,

VU la loi 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

VU la Circulaire de l'Etat, DAGEMO/BCG n°97-4 du 05 mai 1997, relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion d'un service

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20191014-BT2019-10-14-01-
DE
Date de télétransmission : 18/10/2019
Date de réception préfecture : 18/10/2019

CONSIDERANT qu'un véhicule de fonction est mis à disposition permanente et exclusive d'un agent en raison de sa fonction. Le véhicule de fonction est affecté à l'usage privatif du fonctionnaire, pour les nécessités de service ainsi que pour ses déplacements d'ordre non professionnel, conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990,

CONSIDERANT que la mise à disposition permanente et exclusive d'un véhicule à titre privatif, représente un avantage en nature et doit être encadré par une délibération annuelle,

CONSIDERANT qu'un véhicule de service peut être mis à disposition d'un agent pour des raisons de service,

CONSIDERANT qu'il n'y a pas d'avantage en nature s'il est précisé que le véhicule de service est nécessaire à l'activité professionnelle et que le remisage à domicile exclut toute utilisation privée,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de délibérer sur les modalités d'utilisation et d'affectation des véhicules de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

DECIDE l'attribution d'un véhicule de fonction au Directeur Général des Services de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est dans les conditions suivantes :

- Le véhicule de fonction est mis à disposition permanente et exclusive pour les nécessités de service ainsi que pour les déplacements privés ;
- Les modalités d'attribution du véhicule de fonction du Directeur Général des Services de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est sont fixées par arrêté.

AUTORISE le Président à prendre l'arrêté correspondant.

DECIDE d'autoriser la mise à disposition d'un véhicule de service à un ou plusieurs agent(s), de l'Etablissement public territorial, dans les conditions suivantes :

- Le véhicule de service est mis à disposition de l'agent pour des raisons de service ;
- Le véhicule doit être restitué en dehors des périodes de service de l'agent ;
- Le véhicule peut être utilisé pour des trajets domicile-travail et être remisé de manière régulière au domicile de l'agent compte-tenu de contraintes spécifiques liées à l'exercice de ses missions (réunions en soirée ou tôt le matin, missions itinérantes, exigences et obligations inhérentes aux fonctions de direction) ;
- L'usage privatif du véhicule de service ne peut être autorisé que sur décision expresse de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 14/10/2019.

Affiché - Notifié le

18 OCT. 2019

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérécourse accessible par le site Internet www.telerecours.fr.



Le Président,

Claude CAPILLON

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20191014-BT2019-10-14-01-
DE
Date de télétransmission : 18/10/2019
Date de réception préfecture : 18/10/2019